

Avenant n° 1

AOO1_ALIM2022 - Accord-cadre de fournitures de denrées alimentaires issues de l'agriculture conventionnelle, biologique et en circuits-courts, direct producteurs

Lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO »

Passé selon l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique

ENTRE :

M. Jérémy GIULIANO, Maire du VAL, agissant pour et au nom de la commune, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal, en date du(à personnaliser)

Ci-après dénommée « la commune »,

ET

La SAS BIOFINESSE, au capital de 37 000 €, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro de SIREN : 434 297 206, prise en la personne de représentant légal en exercice, domicilié de droit en cette qualité au siège social sis 1 Impasse du Marché Gare - 31200 TOULOUSE,

Ci-après dénommée « la SAS BIOFINESSE ».

La commune et la SAS BIOFINESSE sont chacune désignées par le terme de « Partie » et ensemble comme « Les Parties ».

IL EST AU PRÉALABLE EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Une procédure d'appel d'offres a été lancée en date du 4 août 2022, avec une date limite de remise des offres fixée au 23 septembre 2022, à 23h00, par le Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD), coordonnateur du Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var, dont la Ville du VAL est adhérente.

Au terme de cette procédure, l'accord-cadre AOO1_ALIM2022 - Fournitures de denrées alimentaires issues de l'agriculture conventionnelle, biologique et en circuits-courts, direct producteurs - **Lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO** » a été attribué à la SAS BIOFINESSE.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, avec un minimum et un maximum annuels, passé en application des articles R2162.1, R2162-2, R2162-4 à R2162-6, R2162.13 et R2162.14 du Code de la Commande Publique. Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure, selon les besoins, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Cet accord-cadre fait l'objet d'un allotissement au sens des articles L.2113-10 et -11 et R.2113-1 à 3 du Code de la Commande Publique. Les fournitures sont réparties en 49 lots.

Par délibération n° en date du, le Maire a été autorisé à signer l'accord-cadre AOO1_ALIM2022 - Fournitures de denrées alimentaires issues de l'agriculture conventionnelle, biologique et en circuits-courts, direct producteurs - **Lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO** », lequel a été notifié à la **SAS BIOFINESSE**, le

L'accord-cadre est conclu pour une période allant de sa date de notification, jusqu'au 31 décembre 2024.

Rappel du contexte :

A la notification du marché, la commune du VAL s'est engagée pour ses propres besoins sur le lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO » selon les montants minimum et maximum annuels suivants :

	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
1^{ère} année du marché	500 € HT	600 € HT
2^{ème} année du marché	500 € HT	600 € HT

La loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, dite loi « EGALIM » promulguée en 2018 et complétée en 2021 par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021, dite loi « Climat et Résilience », a mis en place les mesures phares suivantes concernant la restauration collective :

- Plus de produits de qualité et durables dans les repas en restauration collective ;
- Une lutte accrue contre le gaspillage alimentaire (réservation des repas, dons aux associations...) ;
- Une diversification des sources de protéines et menus végétariens (mise en place d'un plan pluriannuel de diversification de protéines incluant des alternatives à base de protéines végétales dans les repas proposés) ;
- La substitution des plastiques (bouteilles d'eau plate, ustensiles et contenants alimentaires en plastique interdits) ;
- L'information des usagers et convives (affichage permanent, actualisé au moins une fois par an sur la part des produits bio, de qualité et durable entrant dans la composition des repas servis, information sur le respect de la qualité alimentaire et nutritionnelle des repas servis, étiquetage détaillé pour toutes les viandes).

Concernant l'enjeu d'amélioration de la qualité des repas servis par la restauration collective, la loi EGALIM fixe l'objectif suivant :

- un taux d'approvisionnement de 50% de produits durables et de qualité, dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique.

Afin de respecter les engagements mis en place par la loi EGALIM, la commune du VAL doit, pour ses besoins de restauration, augmenter le montant maximum de commandes sur le lot n° 2 – DB02 qui était de 600 € HT annuel et qui doit être porté à 900 € HT annuel, soit une augmentation de + 50 % **pour la seconde année du marché.**

Modifications introduites par l'avenant n°1 :

L'article R2194-7 du Code de la Commande Publique précise qu'un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 2194-1, une modification est substantielle, notamment, lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie :

- 1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
- 2° Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
- 3° Elle modifie considérablement l'objet du marché ;
- 4° Elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.

Le présent avenant n° 1 **qui porte le montant maximum annuel du marché lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO » de 600 € HT à 900 € HT, soit une augmentation de 50 %, n'engendre pas une modification substantielle du marché, telle que définie à l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique.**

Les nouveaux montants minimum et maximum annuels pour le Lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO » sont les suivants, **pour la seconde année du marché.**

	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
2^{ème} année du marché	500 € HT	900 € HT

IL A DONC ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de l'avenant n° 1

Le présent avenant n° 1 a pour objet de répondre à la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, dite loi « EGALIM » promulguée en 2018 et complétée en 2021 par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021, dite loi « Climat et Résilience » qui a mis en place des mesures concernant la restauration collective et notamment un enjeu d'amélioration de la qualité des repas servis par la restauration collective.

La loi EGALIM fixe l'objectif suivant :

- un taux d'approvisionnement de 50% de produits durables et de qualité, dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique.

Afin de respecter les engagements mis en place par la loi EGALIM, la commune du VAL doit, pour ses besoins de restauration, augmenter le montant maximum de commandes sur le lot n° 2 – DB02 qui était de 600 € HT annuel et qui doit être porté à 900 € HT annuel, soit une augmentation de + 50 %.

Les nouveaux montants minimum et maximum annuels pour lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO » sont les suivants, **pour la seconde année du marché.**

	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
2^{ème} année du marché	500 € HT	900 € HT

Article 2 : Synthèse générale financière

L'augmentation du montant maximum annuel du lot n° 2 : DB02 - Viande fraîche de bœuf et de veau BIO » qui passe de 600 € HT à 900 € HT représente une incidence financière de + 50 % par rapport au maximum HT annuel initial fixé.

Le présent avenant n° 1 n'engendre pas une modification substantielle du marché, telle que définie à l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique.

Article 3 : Prolongation des délais

Sans objet.

Article 4 : Avis de la Commission d'Appel d'Offres

Conformément à l'article L. 1414-4 du Code général des collectivités territoriales, tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation de plus de 5 % est soumis à la commission d'appel d'offres. Lorsque l'Assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la commission, d'appel d'offres lui est préalablement transmis.

Article 5 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant n° 1 prend effet à compter de sa date de notification, après signature par les parties.

Article 6 : Dispositions générales

Toutes les autres clauses de l'accord-cadre AOO1_ALIM2022 - Fournitures de denrées alimentaires issues de l'agriculture conventionnelle, biologique et en circuits-courts, direct producteurs - Lot n° 2 : DB02 - Viande

fraîche de bœuf et de veau BIO » sont inchangées et devront être exécutées telles qu'elles ont été définies dans les pièces contractuelles du marché, jusqu'à son terme le 31 décembre 2024.

Fait à, Le

En trois exemplaires originaux

Faire précéder les signatures de la mention « lu et approuvé »

Pour la SAS BIOFINESSE,	Pour la Commune,
Monsieur Dominique CARON Directeur d'Exploitation	Le Maire

Annexes :

- ANNEXE N° 1 – Pouvoir de signature de Monsieur Dominique CARON, dument habilité.

NOTIFICATION DE L'AVENANT N° 1 AU TITULAIRE (Date de prise d'effet)

en cas d'envoi de l'avenant n° 1 au titulaire par courrier recommandé avec AR : agrafer à cette page, l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire, valant date de notification.

en cas de remise de l'avenant n° 1 au titulaire : faire compléter et signer le récépissé ci-dessous :

Le titulaire apposera la formule : « Reçu à titre de notification une copie du présent avenant n° 1 »	
A	Le Signature

Pour mémoire : Date et signature originales

Paraphe :
SAS BIOFINESSE
VILLE DU VAL